



28 AVRIL 2025

EUROPE INFO HEBDO



ETATS-UNIS, CRIMINALITÉ ET POLLUTION

Bonne lecture!

Elise BERNARD,
Edouard GAUDOT,
Fjollë IBRAHIMI,
Aurélien SAIAG.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

DROITS DE DOUANE, ETATS-UNIS, *CA SE GATT*

Le plus difficile pour les observateurs extérieurs, et même pour ses propres soutiens comme l'a expérimenté son propre secrétaire au commerce en pleine audition au Sénat le 9 avril 2025, est de suivre et d'évaluer la rationalité des décisions du président américain. Plus que l'Ukraine encore, les retournements successifs sur le commerce et les droits de douane (tariffs) illustrent cette confusion, sur laquelle CNN tente de faire le point.

- Toutefois, cette décision n'affecte que "les tarifs douaniers réciproques", et seulement la partie au-delà des premiers 10 %.
 - Ainsi, rien ne change pour le Royaume-Uni, par exemple, et pour l'UE, les droits de douane passeront temporairement de 20 % à 10 %.
 - Les 25 % sur les voitures seront cependant maintenus, de même sur l'acier et l'aluminium.
 - Sur les produits pharmaceutiques ces nouveaux droits commencent à porter leurs fruits :
 - l'industrie pharmaceutique pourrait être touchée par la volonté de l'administration Trump de renforcer la production intérieure.
 - Cette dernière importe actuellement plus de 200 milliards de médicaments sur son territoire.
 - Ces industries pourraient céder à la pression et investir dans la production sur le territoire américain afin d'éviter à leur tour des frais de douanes.
- La question se pose donc: Trump a-t-il vraiment cédé ? Quel est l'objectif réel? Les déséquilibres commerciaux? La Chine comme le pensent certains analystes à Eurointelligence?
 - Les débats restent ouverts.
 - Avec un peu de recul, on sait que c'est sur les marchés obligataires devenus dysfonctionnels que s'est noué le problème :
 - les investisseurs ayant subi de lourdes pertes à la suite de l'effondrement des marchés boursiers ont dû liquider leurs positions en vendant des obligations.
 - Le marché du Trésor américain est le marché financier le plus important au monde.
 - Les rendements obligataires se sont orientés à la baisse en prévision d'une récession induite par les droits de douane.
- Derrière se jouerait donc autre chose: la domination du dollar sur l'espace économique mondial, par exemple.
 - Une contestation commencée autour des tentatives des BRICS (EIH 2/9/23).
 - Dans une conversation avec Shahin Vallée pour Le Grand Continent, l'économiste Barry Eichengreen analyse les défis posés à l'hégémonie du dollar, notamment à cause des politiques économiques de Trump.
 - Il évoque l'impossibilité de remplacer le dollar par l'euro ou le yuan à court terme.
 - La guerre commerciale avec la Chine pourrait aussi nuire à la monnaie américaine, et les efforts pour intégrer des crypto-monnaies comme monnaie de réserve risquent de causer des déséquilibres économiques mondiaux.
 - L'euro pourrait prendre de l'ampleur à long terme, mais cela nécessiterait des réformes structurelles profondes. On y reviendra sûrement.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

DROITS DE DOUANE, ETATS-UNIS,

PAS GATTÉ

Comment répondre aux droits de douane trumpiens? Pour les pays africains, fortement touchés, et jusqu'à l'absurde pour le Lesotho, la question prend des aspects vitaux. Dans une analyse au fond le Center for Strategic and International Studies (CSIS) analyse les implications des nouveaux tarifs douaniers imposés sur les pays africains et propose des stratégies de réponse.

- Les tarifs affectent presque tous les pays africains, remettant en question les avantages de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA), un accord commercial qui offre un accès préférentiel au marché américain.
 - Parmi les possibilités, les auteurs proposent de renforcer l'Accord de Libre-Échange Continental Africain pour consolider un marché intérieur africain ;
 - diversifier les exportations et explorer de nouveaux marchés, notamment au sein des BRICS et avec l'Union européenne, pour diminuer la vulnérabilité face aux fluctuations commerciales américaines ;
 - et enfin, une réponse stratégique aux tarifs.
- Côté européen, la stratégie semble hésiter entre confrontation et accommodement. Par exemple, Italie et Espagne offrent des réactions contrastées :
 - Le gouvernement italien s'est gardé de s'engager dans une guerre commerciale et Giorgia Meloni privilégie les négociations.
 - Ainsi elle s'est rendue à la Maison blanche le 17 avril. L'Italie choisit l'ouest.
 - L'Espagne choisit l'Est : le gouvernement espagnol a réagi en mettant en place un programme de soutien aux entreprises touchées, qu'il a négocié avec l'opposition.
 - Il s'est aussi rendu au Viêt Nam, puis en Chine pour rencontrer Xi Jinping.
 - Ce retournement de la position européenne sur la Chine n'est pas un "cavalier seul" de l'Espagne rappelle son ministre des Affaires étrangères.
 - Pékin envisage même de revitaliser des relations fort tendues depuis quelques années et le gel en 2021 de l'accord d'investissement entre les deux blocs (CAI) (EIH 24/4/23).
- Plus globalement, l'Union européenne adapte sa réponse face à un rapport de force avec des tarifs plancher à 10% allant jusqu'à 25% pour des secteurs tels que l'acier, l'aluminium et les voitures.
 - Dans le même temps, Bruxelles tente de diversifier ses partenariats commerciaux (Mexique, Inde, Thaïlande) pour pallier cette nouvelle dynamique impulsée par les États-Unis.
 - Les Européens doivent revoir leur carte du monde, analyse Simon Carraud pour Contexte.
 - Le commissaire européen à l'économie, Valdis Dombrovskis, a déclaré lors d'un forum à Washington ne pas renoncer au partenariat UE-USA, espérant ainsi lever les droits de douane de 25% avec un nouvel accord.
 - Maroš Šefčovič, commissaire européen au commerce, avait déclaré que Bruxelles restait dévoué à une "solution mutuelle", démontrant une approche plus diplomatique que frontale.
 - Une proposition de tarifs nuls sur le secteur industriel avait été refusée par Washington, demandant une part plus importante de l'importation du gaz en Europe.



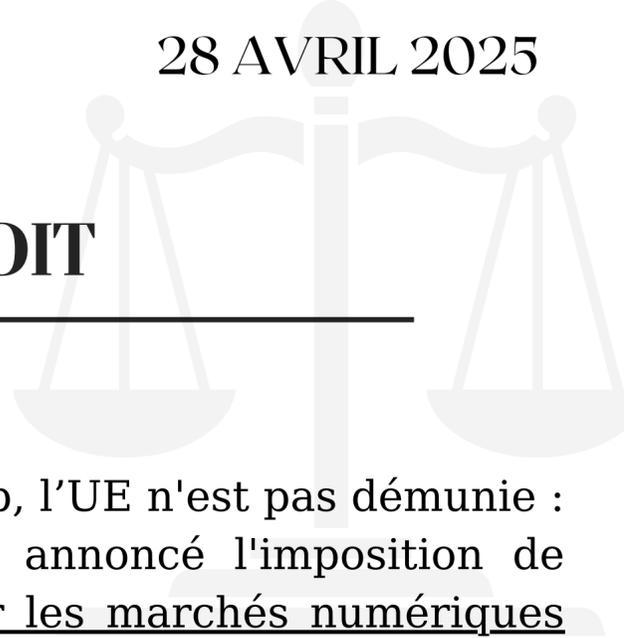
EUROPE GÉOPOLITIQUE

DROITS DE DOUANE, ETATS-UNIS, ***PAS GATTÉ***

- La France, dans ce contexte, doit revoir sa ligne politique sur les accords du Mercosur.
 - ils permettraient de stimuler les exportations françaises en ouvrant un marché de plus de 270 millions de consommateurs, malgré des réticences face à la condition des agriculteurs français.
- Enfin, la hausse à 145% des tarifs douaniers chinois fait craindre à l'UE un déversement de ces produits initialement prévu pour l'export aux USA.
 - De plus, le FMI indiquait que la croissance mondiale est impactée par ce bras de fer douanier marquant une forme de reset du système établi depuis 80 ans.
 - Le FMI alerte sur le fait que :
 - cette dynamique accroît les chances de crises financières ;
 - les prévisions de croissance mondiale pour 2025 sont passées de 3,3 % à 2,8% ;
 - cette instabilité va fragmenter les chaînes d'approvisionnement mondiales.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



DMA, GAFAM, ETATS-UNIS,
APP ETIZER

Dans la guerre commerciale déclarée par les Etats Unis de Trump, l'UE n'est pas démunie : le 23 avril 2025, la Commission européenne a officiellement annoncé l'imposition de lourdes amendes à Apple et Meta pour avoir enfreint la loi sur les marchés numériques (Digital Markets Act, DMA), la législation historique de l'UE visant à limiter la domination des grandes entreprises technologiques.

- Apple s'est vu infliger une amende de 570 millions d'euros pour avoir empêché les développeurs d'applications d'informer les utilisateurs sur les options d'abonnement moins chères en dehors de l'App Store.
 - Ceci constitue une violation de ses obligations « anti-steering » en vertu de la loi sur les marchés numériques.
- Meta s'est vu infliger une amende de 228 millions d'euros pour son système « Consent or Pay ».
 - Celui-ci obligeait les utilisateurs de Facebook et d'Instagram à accepter un suivi intensif de leurs données personnelles ou à payer un abonnement, sans proposer d'alternative réelle et respectueuse de la vie privée.
- Les conclusions de la Commission, publiées sur son portail officiel, soulignent que les deux entreprises ont enfreint les exigences fondamentales du DMA visant à garantir une concurrence loyale et à renforcer le pouvoir des utilisateurs en ligne.
 - Bien que les enquêtes sur Apple et Meta aient été achevées plus tôt, la Commission a retardé l'annonce des sanctions.
 - Selon POLITICO, ce report a coïncidé avec une pression politique croissante de la part des États-Unis, en particulier les menaces de tarifs douaniers de représailles de président américain Donald Trump.
 - Les responsables européens ont nié que la politique ait influencé leur prise de décision, mais des sources ont suggéré que la Commission avait hésité pour éviter d'aggraver les tensions transatlantiques lors de négociations commerciales sensibles.
 - Cela a suscité des critiques au sein même de l'UE. Les décideurs politiques et les défenseurs des droits numériques ont averti que le fait de permettre à des facteurs politiques d'influer sur l'application de la loi risquait de saper la crédibilité du DMA.
 - La législation conçue précisément pour démontrer l'indépendance et la force réglementaire de l'Europe.
- Malgré les hésitations antérieures, la Commission est finalement allée de l'avant.
 - Le 23 avril 2025, elle a imposé officiellement les amendes, indiquant ainsi que l'Europe a l'intention de faire appliquer ses règles numériques avec fermeté,
 - même à l'encontre des entreprises technologiques américaines les plus puissantes.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



RÈGLEMENTATION, **WORDLE**

“End-to-end encryption”: autrefois considéré comme l'épine dorsale de la sécurité des communications numériques, ce principe est aujourd'hui au cœur d'une tempête politique et juridique en Europe. Alors que les groupes criminels utilisent de plus en plus des plateformes cryptées pour organiser et dissimuler des activités illégales, les gouvernements européens s'y opposent et se demandent s'il faut compromettre la protection de la vie privée au nom de la sécurité publique.

- Les applications cryptées sont devenues des outils essentiels pour les réseaux criminels modernes.
 - Le ministre danois de la justice, Peter Hummelgaard, a récemment mis en garde contre les opérations de « crime en tant que service », où les gangs recrutent des enfants via des plateformes cryptées pour commettre des actes violents au-delà des frontières, en particulier entre la Suède et le Danemark.
 - La Suède a, elle aussi, signalé une recrudescence des publicités criminelles ciblant les jeunes via des canaux cryptés.
 - Les services répressifs affirment qu'ils opèrent dans l'obscurité.
 - « Sans accès légal aux communications cryptées, les forces de l'ordre luttent contre la criminalité les yeux bandés », a déclaré Jan Op Gen Oorth, porte-parole d'Europol, à POLITICO.
- Au niveau national, chacun adopte d'abord des approches divergentes.
 - La France a proposé une législation permettant aux forces de l'ordre d'accéder aux communications cryptées dans le cadre de son projet de loi sur la lutte contre le trafic de stupéfiants.
 - Toutefois, dans un geste rare en faveur des droits numériques, l'Assemblée nationale française a rejeté ce mandat dérobé en mars 2025, en invoquant des menaces pour la vie privée et la cybersécurité.
 - Les pays nordiques, quant à eux, exercent une forte pression.
 - Le Danemark et la Suède ont mis la pression sur les entreprises technologiques, sommant les plateformes d'expliquer comment elles prévoient de limiter l'utilisation d'applications cryptées par les gangs.
 - L'Espagne est allée encore plus loin : des fonctionnaires auraient demandé l'interdiction totale du chiffrement de bout en bout.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



RÉGLEMENTATION,
WORDEL

C'est ainsi que la Commission européenne a lancé ProtectEU, sa nouvelle stratégie de sécurité intérieure, signalant l'avancée la plus sérieuse de l'UE vers la réglementation des services chiffrés. Cette stratégie comprend deux feuilles de route à venir : l'une axée sur « l'accès légal et efficace aux données pour l'application de la loi », et l'autre ciblant spécifiquement le chiffrement. L'objectif est de trouver des solutions techniques pour accéder aux données cryptées sans porter atteinte à la cybersécurité ou aux droits fondamentaux.

- Ce plan fait écho à des ambitions plus larges visant à renforcer le rôle opérationnel d'Europol et à instaurer une plus grande coopération avec les entreprises technologiques.
 - Or, il aggrave également le dilemme.
- Les défenseurs de la vie privée soutiennent que toute méthode d'accès légal crée une vulnérabilité systémique.
 - « Je n'ai aucune sympathie pour l'argument selon lequel il faut saper le chiffrement pour attraper les méchants », a déclaré Matthew Hodgson, cofondateur du protocole Matrix. "Il s'agit vraiment d'une entreprise naïve et insensée.
 - Une fois qu'une porte dérobée existe, avertissent les experts, elle est ouverte aux gouvernements, mais aussi aux pirates, aux criminels et aux services de renseignement étrangers.
- En attendant, les forces de l'ordre continuent de s'appuyer sur des solutions de contournement, comme l'infiltration de réseaux criminels cryptés tels qu'EncroChat, et l'exploitation des métadonnées pour trouver des pistes d'enquête.
 - Elles maintiennent toutefois que cela n'est pas suffisant. « Nous voulons un accès légal », a déclaré le directeur adjoint d'Europol, Jean-Philippe Lecouffe.
 - Ella Jakubowska, responsable politique d'EDRi, estime que le débat est dans l'impasse : « C'est comme si nous nous frappions la tête contre un mur de briques ».



GREEN DEAL

POLLUTION, AGRICULTURE, RÉGLEMENTATION, **PUDDING**

L'inquiétante dégradation des sols au niveau global continue de faire son chemin dans les consciences. Une étude récente de Science revient sur la pollution des sols par les métaux toxiques. Les métaux et les métalloïdes sont omniprésents dans les sols, qu'ils proviennent de la roche mère ou des activités et infrastructures humaines. Ces composés peuvent être toxiques pour l'humain et d'autres organismes, et leur distribution ainsi que leurs concentrations dans les sols à l'échelle mondiale ne sont pas bien connues.

- L'analyse montre que 14 à 17 % des terres cultivées dépassent les seuils agricoles pour au moins un métal toxique. Le climat et la topographie, ainsi que l'activité minière et l'irrigation, ont permis de prédire quels sols dépasseraient les seuils de métaux.
 - Les taux d'arsenic, cadmium, cobalt, chrome, cuivre, nickel et plomb présents dans près de 800 000 échantillons de sol collectés,
 - dans 91 pays et rapportés dans des études régionales récentes, publiées ces 25 dernières années,
 - permettent une cartographie avec un maillage de 10 kilomètres sur 10, les zones de dépassement des valeurs seuils pour ces métaux toxiques dans les sols agricoles dans le monde.
- La pollution des sols par les métaux est un problème mondial qui risque de s'aggraver avec la demande croissante de métaux toxiques dans les nouvelles technologies.
 - C'est environ un sixième des sols agricoles dans le monde pollué par des métaux toxiques, souligne *le Monde*, soit entre 0,9 et 1,4 milliard de personnes vivant dans des régions où les risques pour la santé sont accrus.
 - En Asie, les taux d'arsenic dans le riz pourraient augmenter au point de faire exploser les cancers de la vessie ou des poumons.
 - Augmentation renforcée par les effets du changement climatique, comme le souligne une étude du Lancet citée par JM Jancovici.
- Au niveau européen, la stratégie de l'UE pour les sols à l'horizon 2030 lancée en 2021, définit un cadre et des mesures concrètes pour protéger et restaurer les sols et veiller à ce qu'ils soient utilisés de manière durable.
 - Elle définit une vision et des objectifs pour parvenir à des sols sains d'ici à 2050, avec des actions concrètes d'ici à 2030.
- Au niveau législatif, le texte sur la surveillance et la résilience des sols est en négociation,
 - Malheureusement, les autres éléments, en particulier sur l'eau (EIH 31/3/25) ou sur l'application de REACH (EIH 14/4/25) font face aux vents contraires de la remise en cause générale du Green Deal (EIH 23/6/24).
 - L'agriculture étant l'une des principales sources de pollution des sols, l'UE veut mettre l'accent sur des pratiques agricoles durables.
 - Ceci devrait se retrouver au cœur de la prochaine révision de la Politique Agricole Commune (PAC), où il faudra évidemment s'attendre à de vives controverses.
 - Derrière l'évident enjeu de santé, se dessine l'enjeu de sécurité alimentaire, puisque les sols sont la ressource essentielle pour la production agricole.